

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 16 décembre 2021

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Azoug, M. Bedreddine, Mme Youssouf, M. Constant, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Ségura

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi
M. Bouamrane donnant pouvoir à M. Constant
M. Monany donnant pouvoir à Mme Pietri

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Monot, M. Taïbi, Mme Maroun, M. Chabani, Mme Lagarde



Délibération n° 04-04 du 16 décembre 2021

EXTENSION DU CENTRE DE PLANIFICATION FAMILIALE « LA MAISON DES FEMMES » – CONVENTION AVEC LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS – SUBVENTION.

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi du 18 décembre 1989 et ses décrets d'applications du 6 août 1992 relatifs aux compétences du Département en matière de Protection Maternelle et Infantile,

Vu la délibération du Conseil général n°2011-V-32/1 du 19 mai 2011 relative au vote des dépenses et des recettes pour l'exercice 2011 et fixant les règles de participation du Département aux opérations dans les centres de PMI à gestion déléguée,

Vu la délibération du conseil départemental n° 2021-VII-24 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- ATTRIBUE une subvention d'investissement de 100 000 euros au centre hospitalier de Saint Denis pour l'extension du centre de planification familiale « la Maison des Femmes » ;

- APPROUVE la convention à conclure avec le centre hospitalier de Saint-Denis, dont projet ci-annexé ;



- AUTORISE le président du conseil départemental à signer ladite convention, au nom et pour le compte du Département.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.